\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Luis Rodolfo Abinader Corona
Presidente de República Dominicana
Av. México esq. Calle Dr. Delgado
Palacio Nacional
Santo Domingo
República Dominicana

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Président,

**Je vous écris pour vous faire part de ma vive inquiétude concernant les expulsions collectives de migrant·e·s haïtiens et les 15 nouvelles mesures annoncées par votre gouvernement le 6 avril 2025, qui visent à limiter encore l’immigration**. La poursuite et l’intensification des renvois forcés en Haïti – plus de 180'000 personnes depuis octobre 2024 – en font des expulsions collectives, qui bafouent les droits des personnes migrantes et demandeuses d’asile au regard du droit international, notamment leur droit à un examen individuel de leur situation.

Le fait que votre gouvernement renvoie des gens en Haïti malgré la crise en cours dans ce pays est particulièrement alarmant. Selon les informations recueillies par Amnesty International, même des femmes enceintes et des enfants ont été expulsés, en violation des protocoles de la République dominicaine en la matière et du droit international relatif aux droits humains.

Par ailleurs, il est extrêmement préoccupant que votre gouvernement cherche à restreindre l’accès aux services publics de santé pour tous les migrant·e·s. Les nouvelles mesures pourraient empêcher des personnes d’accéder à des soins médicaux vitaux, y compris des Dominicains et Dominicaines apatrides. Ces actions suscitent de graves craintes relatives au respect des droits humains car elles enfreignent le droit à la santé et le droit de ne pas subir de discrimination.

**La République dominicaine doit respecter ses obligations en matière de droits humains et protéger la dignité et les droits de toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité. C’est pourquoi je vous appelle à cesser les politiques migratoires racistes visant les Haïtien·ne·s et tous les migrant·e·s, notamment le profilage racial, les expulsions collectives et les restrictions de l’accès à des services essentiels.**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République dominicaine, Weltpoststrasse 4, 3015 Berne

Fax: 031 351 15 87, E-Mail: embadomsuiza@mirex.gob.do